# CES MAINS SALES QUI DEMANDENT DES ACCORDS TOXIQUES

## LES MÊMES GRANDES ENTREPRISES À LA MANŒUVRE DANS LE TAFTA/ TTIP ET LA COP21

capturing COP21

corporate influence at the UN climate summit in Paris

cop21.corporateeurope.org

Quel est le point commun entre la « COP21 », les négociations de l'ONU sur le climat qui auront lieu à Paris en décembre prochain, et celles sur le TAFTA, l'accord commercial entre les États-Unis et l'Union européenne qui se déroulent actuellement ?

Les deux semblent destinées à mettre en place un « environnement » favorable aux grandes entreprises et aux industries polluantes, au prix des droits des peuples, de la nature, et de l'urgence climatique.

Ce sont les mêmes multinationales, avides de profits, et leur groupes de lobby qui se battent pour faire du TTIP un instrument aux mains de l'industrie et qui sont résolus à provoquer un naufrage climatique. Au final, les actionnaires et dirigeants continueront à se remplir les poches tout en détruisant nos communautés et leur environnement.

Ces entreprises, criminels climatiques, veulent produire et faire du commerce au coût le plus bas pour elles-mêmes, quoi qu'il nous en coûte à nous autres. Par leur lobbying agressif et leur campagnes de relations publiques, ces multinationales essayent d'utiliser ces deux négociations non seulement pour en finir avec la réglementation existante protégeant le climat mais aussi pour imposer leurs fausses solutions à la crise, pour verdir leur image et changer le moins possible leur modèles industriels polluants.

### Qui sont ces mains sales qui manipulent le TTIP et la COP21 ?

Les lobbies industriels et les associations d'entreprises jouissent d'un accès privilégié aux décideurs politiques, à la différence des syndicats, des ONG environnementales ou des associations de consommateurs. A y regarder de plus près, les lobbies qui se réunissent le plus souvent avec la plupart des négociateurs de l'UE pour le TTIP ont tous des positions qui nous mènent vers la catastrophe climatique.

## BusinessEurope

BusinessEurope, la confédération des employeurs européens, est un des lobbies industriels les plus influents à Bruxelles, avec un budget pour l'année 2014 de plus de 4 million d'euros pour faire du lobbying auprès de l'UE.[1] Il est réputé pour sa relation très proche avec les décideurs européens et son action de lobbying orientée vers le blocage ou l'affaiblissement des politiques environnementales et sociales. Parmi les plus grosses sociétés qui en sont membres, on compte des criminels climatiques tels que BP, Total, Shell, EDF et GDF Suez (rebaptisé Engie, un des sponsors officiels de la COP21). Pour mettre en exergue leur savoir-faire, sachez que Shell a rejeté, depuis plusieurs dizaines d'années, toute responsabilité dans la destruction du delta du Niger, BP et ExxonMobil ont, eux, provoqué les pires marées noires de l'histoire, ce qui ne les empêche pas de vouloir extraire du pétrole de l'Arctique !

**TTIP** BusinessEurope a été le plus gros lobby auprès de l'UE dans le cadre du TTIP au cours des deux premières années de planification et de négociation de l'accord commercial, orientant ce dernier vers la situation que nous connaissons aujourd'hui (cf. Encadré 1). Ce lobby a battu le record du nombre de réunions sur le TTIP avec la DG du commerce de la Commission européenne, qui est en charge des négociations au nom de l'UE (15 réunions entre janvier 2012 et février 2014).[2] Son directeur des relations internationales siège comme expert dans l'important groupe consultatif sur le TTIP de la Commission.[3]

BusinessEurope souhaite se servir du TTIP pour en finir avec les politiques environnementales qu'il perçoit comme des « obstacles au commerce » et veut empêcher les gouvernements d'introduire des mesures « discriminatoires » contre les produits polluants (cf. Encadré 1). Il exige que l'on mette fin aux droits de douanes et aux politiques qui visent à restreindre l'exportation et la production de combustibles fossiles, y compris le gaz de schiste.[4] En résumé, son objectif est d'utiliser le TTIP pour éviter tout abandon des combustibles fossiles et placer les questions commerciales avant les actions en faveur du climat.

## Encadré 1 : En quoi le TTIP pose problème ?

L'accord de libre échange UE-ÉU, le TTIP (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement) est en train d'être négocié secrètement et en lien étroit avec les lobbies industriels. Le TTIP menace d'abaisser les normes de protection des consommateurs, d'enrayer les politiques de protection de l'environnement et de la santé, et de transférer encore plus de poids politique vers les entreprises, en particulier vers celles qui polluent le plus.

### Coopération réglementaire

Cette expression semble bien innocente mais elle cache en fait une troublante réalité : celle de remettre le pouvoir législatif aux mains des grandes entreprises, maintenant et pour des siècles des siècles. Les lobbies industriels insistent pour avoir un droit de regard sur la rédaction des réglementations avant que les parlements nationaux n'aient leur mot à dire, et un droit de s'opposer à toute nouvelle réglementation qui pourrait constituer un « obstacle au commerce » (par exemple, des restrictions sur les produits polluants ou dangereux).[7]

### Tribunaux arbitraux privés

Les lobbies, comme BusinessEurope, veulent mettre en place un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS) dans le cadre du TTIP. Ces tribunaux privés permettent aux sociétés de poursuivre tout gouvernement qui promulguerait des lois pouvant réduire leurs profits escomptés, comme peut l'être un moratoire sur l'extraction de gaz de schiste ou une obligation d'une meilleure efficacité des centrales à charbon (ces deux exemples ayant donné lieu à des recours à l'ISDS dans le cadre d'autres accords commerciaux).[8]

### Une porte ouverte vers les carburants fossiles non conventionnels

Les industries polluantes, dont celles que représentent le CEFIC et BusinessEurope, entendent le TTIP comme un moyen pour elles d'avoir l'autorisation d'importer du gaz de schiste états-uniens et d'autres nouvelles techniques de production polluantes. Pourtant, l'extraction de combustibles fossiles non conventionnels comme le gaz de schiste et les sables bitumineux a un impact social et environnemental terrible et provoque un surcroît d'émissions par rapport aux combustibles conventionnels.[9]

Le TTIP est conçu pour empêcher, ou du moins rendre très couteuse, toute loi et réglementation qui limiterait les bénéfices des entreprises, ce qui inclut toute forme d'action politique contre le changement climatique, alors que nous avons cruellement besoin d'agir. Si les lobbies des grandes entreprises arrivent à leurs fins (ISDS, coopération réglementaire, etc.), le TTIP aboutira dans les faits à l'obtention de droits par les entreprises, droits qui annuleraient toute décision démocratique et toute urgence environnementale.

**COP21** BusinessEurope envisage les négociations de l'ONU sur le climat (UNFCCC) comme une occasion exceptionnelle de faire des affaires. Il prône un accord climatique qui *« améliorera la compétitivité des industries européennes »*, et en appelle aux négociateurs pour que *« les conclusions de Paris sécurisent le mieux possible les investissements privés »*. N'oublions pas que la compétitivité passe à leurs yeux par une énergie meilleur marché et par une réglementation environnementale peu contraignante. En se présentant comme faisant partie de la solution, il vise surtout à devenir un partenaire formel des négociations climatiques de la COP21. Une place *officielle* à la table des négociations pour aider l' UNFCCC à *« établir l'agenda politique »*[5], alors même que leur propre programme consiste à tuer toute action efficace et juste en faveur du climat. BusinessEurope essaye aussi de contrôler les instruments financiers de la lutte contre le changement climatique destinés aux pays les plus pauvres et leurs impacts sur ses entreprises membres.[6]

Un document au titre révélateur produit par ce lobby *« On the road to Paris: A Global Deal is Our Business » (ndt - Sur la route de Paris : un accord mondial, c'est notre affaire)* encourage la mise en place d'un marché mondial de carbone (même si les marchés de carbone ont surtout permis aux grands pollueurs de s'enrichir bien plus qu'ils n'ont eu pour effet de réduire leurs émissions) et un accord reprenant des objectifs communs pour tous les « compétiteurs », quel que soit le pays où ils opèrent (ce qui revient à ignorer la responsabilité historique de ceux qui sont à l'origine du problème – cf. Encadré 2).

| Membre de BusinessEurope | Budget lobbying pour 2014 | Bilan en matière de commerce / TTIP ? | Bilan en matière de climat/ COP21 ? |
|---|---|---|---|
| **Exxon Mobil** | UE : jusqu'à 5 millions d'Euros<br>ÉU : 12,6 millions d'Euros[10] | La Commission européenne a organisé une réunion à huis-clos sur le volet énergie du TTIP à laquelle était convié ExxonMobil. Le procès-verbal de cette rencontre est resté confidentiel afin de protéger les « intérêts commerciaux » d'Exxon.<br>Exxon a mené un lobbying acharné afin de pouvoir exporter des sables bitumineux, ressource qui a un impact environnemental et social catastrophique, à destination de l'UE via l'accord de libre échange CETA, le frère canadien du TTIP.<br>Exxon s'est battu contre la directive européenne sur la qualité des carburants dont l'objectif était de diminuer l'utilisation de ceux à forte teneur en carbone, au prétexte qu'il leur en coûterait 60 milliards d'euros en exportation de diesel des ÉU vers l'UE. Le TTIP est maintenant dans sa ligne de mire pour pouvoir en finir avec les restrictions sur les carburants polluants.<br>Exxon a poursuivi le Canada en justice (en invoquant l'ISDS) parce qu'une province canadienne avait promulgué des lois l'obligeant à des investissements en Recherche et Développement. Exxon a eu gain de cause dans cette bataille juridique. Le contribuable canadien a dû dédommager Exxon et une autre société pétrolière à hauteur de 17,3 millions de dollars canadiens (environ 11,6 millions d'Euros).[12] | ExxonMobil a financé pendant des années des mouvements climato-sceptiques et considère les politiques internationales sur le climat comme *« ayant très peu de chance »* de réussir à les empêcher de produire et de vendre des carburants fossiles.<br>En 2015, lors de l'assemblée générale annuelle, le PDG d'Exxon a déclaré qu'il n'investissait pas dans les énergies renouvelables selon le credo *« Nous choisissons de ne pas perdre d'argent délibérément »*[13]<br>It is pro-carbon markets and false solutions like gas and nuclear. |

## Encadré 2 : En quoi un accord sur le climat favorable aux entreprises pose problème ?

Les grandes sociétés et les entreprises polluantes s'attribuent un rôle actif comme solution au changement climatique, plutôt que comme l'une des causes du problème. Elles investissent beaucoup d'énergie dans l'éco blanchiment, tout en faisant pression pour que l'on cherche des solutions basées sur le marché et l'innovation technologique, qui leur garantissent des profits (et des émissions) élevés.

### Par cet accord, tous les pays sont logés à la même enseigne

Les lobbies industriels tels que le **CEFIC**, **BusinessEurope** et l'**ACEA** veulent traiter tous les pays (« la compétition ») sur un pied presque d'égalité, qu'ils soient riches ou pauvres. Une telle attitude ne s'embarrasse pas de la réalité des responsabilités historiques : les pays riches ont fait fortune en polluant l'atmosphère mais les pays en développement ne doivent pas suivre la même voie pour éviter une catastrophe climatique. Par conséquent, les pays riches doivent réduire encore plus drastiquement leurs émissions tout en fournissant aux pays les plus pauvres le cadre financier et technologique leur assurant un processus de développement plus propre.

### Marchés de carbone

Les marchés de carbone donnent aux pollueurs la possibilité de payer en échange du droit à continuer de polluer. En Europe, il s'agit du fameux Système communautaire d'échange de quotas d'émissions (SCEQE). Les plus grands pollueurs ont de fait engrangé des profits sans pour autant réduire leurs émissions.[14] Cela s'explique par le fait que les marchés de carbone sont extrêmement sensibles aux actions des lobbies et aux subterfuges comptables. Les marchés de carbone constituent un obstacle aux politiques les plus efficaces comme celles relatives aux énergies renouvelables ou à l'efficacité énergétique : **ExxonMobil**, membre de **BusinessEurope**, affirme que nous devons *« permettre aux marchés, et non pas aux législateurs, de déterminer les technologies qui sont le plus à même de répondre aux besoins des consommateurs »*.[15] Cependant, le « marché » est composé dans les faits de ceux qui réduisent leurs émissions, en d'autres termes les pollueurs, ce qui veut aussi dire qu'il leur revient de choisir la technologie qu'ils préfèrent, qu'elle soit douteuse ou expérimentale, pour mener leurs affaires au quotidien. Et ceci, qu'il s'agisse du captage et du stockage du dioxyde de carbone (CCS) ou du gaz de schiste, sans aucune considération quelle qu'elle soit quant aux conséquences sociales ou environnementales, sans parler de la question de leur viabilité. Un marché de carbone mondial ne ferait que démultiplier ces problèmes et donnerait aux pollueurs des pays les plus riches encore plus d'occasions de ne pas réduire leurs émissions tout en obligeant la concurrence des pays de l'hémisphère Sud à entreprendre de telles actions (cf. plus haut).

## Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA)

L'ACEA est un puissant lobby industriel du secteur automobile basé à Bruxelles et qui a pour vocation de s'attaquer aux normes réglementant les émissions des véhicules. Il était doté d'un budget pour 2014 de plus de 2 millions d'euros pour financer ses actions de lobbying.[16] Son président, Carlos Ghosn, est le PDG de Renault Nissan, l'un des sponsors officiels de la COP21.[17] Parmi les membres de l'ACEA, on compte Volkswagen, la marque automobile allemande qui a truqué les contrôles d'émissions sur 11 millions de véhicules, provoquant une émission annuelle d'un million de tonnes de polluants atmosphérique dangereux, alors qu'elle se targuait d'être le fer de lance de la lutte contre le changement climatique ![18]

**TTIP** L'ACEA a souvent rendu visite à la DG du commerce pour parler du TTIP (12 réunions entre janvier 2012 et février 2014).[19] Son objectif est que le TTIP fasse disparaître les « limitations réglementaires » pesant sur l'industrie automobile, au prétexte que cela permettrait de vendre chaque année 240.000 véhicules supplémentaires de l'autre côté de l'océan.[20] Selon l'ACEA, les « limitations réglementaires » induisent des différences, notamment dans les normes d'essais de collision, et elle voudrait les harmoniser. Outre le fait qu'une croissance importante du secteur automobile est incompatible avec l'urgence d'agir en faveur du climat, tous les indicateurs montrent qu'harmoniser les règles créerait une course vers le bas. Les propres études de l'ACEA prouvent que les normes états-uniennes en matière de sécurité sont moins élevées que les européennes, une telle démarche se traduirait donc par une révision à la baisse des normes de l'UE. Notons que l'ACEA n'a jamais osé publier cette étude de peur qu'elle ne mette à mal sa propre argumentation.[21]

**COP21** Le président de l'ACEA, M. Ghosn a déclaré : *« Tandis que Paris et le monde entier se préparent à la COP21... nous devons nous assurer que les ambitieuses politiques relatives au changement climatique n'entrent pas en conflit avec la nécessité de protéger les emplois et la croissance en Europe »*[22], en d'autres termes, qu'elles ne luttent pas contre le changement climatique au détriment du développement des industries polluantes. L'ACEA met en garde l'UE contre les politiques climatiques en affirmant qu'une *« hausse des coûts de production au sein de l'UE non assortie de garanties sur l'adoption de mesures similaires de la part des principaux concurrents de l'UE sur les marchés internationaux aura un impact grave sur la compétitivité des entreprises européennes »*[23], autrement dit, l'UE ne devrait pas respecter ses engagements internationaux comme héraut de la lutte contre le changement climatique, bien que le vieux continent soit historiquement l'un des principaux responsables de la situation actuelle (cf. Encadré 2).

L'ACEA est montée au créneau pour que l'UE cesse de revoir à la hausse ses objectifs de réduction d'émissions des véhicules automobiles. Puisque les nouvelles voitures peuvent être plus respectueuses du climat, elle prône en lieu et place d'un surcroît de réglementations *« des incitations à renouveler rapidement le parc automobile »*, traduisez cela par vendre plus de véhicules neufs ![24] Cette approche sonne encore plus creux à la lumière des récentes révélations des trucages opérés par Volkswagen pour mesurer le niveau d'émission de ses véhicules.

| Membre de BusinessEurope | Budget lobbying pour 2014 | Bilan en matière de commerce / TTIP ? | Bilan en matière de climat/ COP21 ? |
|---|---|---|---|
| BMW | UE : jusqu'à 1,5 millions d'Euros<br>ÉU : 0,44 million d'euros[25] | Les cadres supérieurs de BMW affirment que le TTIP permettra à BMW d'économiser 500 millions de dollars par an.<br>Son PDG a lancé un appel aux responsables politiques lors d'un événement organisé par l'industrie automobile allemande pour qu'ils disent « Oui au TTIP ! » au nom du fantastique potentiel de croissance qu'il promet. Pourtant une croissance forte de l'industrie automobile est incompatible avec l'urgence d'agir en faveur du climat.[26] | BMW est un des principaux partenaires d'un événement en marge de la COP21, le « Forum pour l'innovation durable », une occasion en or pour ce secteur de redorer son blason.<br>BMW n'a eu de cesse de mener des actions de lobbying contre les objectifs de réduction des émissions pour l'industrie automobile européenne.[27] |

## Conseil européen de l'industrie chimique (CEFIC)

Le CEFIC, lobby européen du secteur chimique, est un redoutable opposant à toute législation contraignante de l'UE relative au climat et aux objectifs ambitieux de l'UE en matière de réduction d'émissions. Les industries chimiques polluent énormément (à la fois sous forme de gaz à effet de serre et d'autres polluants atmosphériques, terrestres et aquatiques dangereux) et sont extrêmement gourmandes en énergies fossiles, qu'elles essayent d'acquérir au plus bas prix possible. Comptant sur des membres du secteur pétrochimique tels que BP, Shell Chemicals et Total Chimie, le CEFIC dispose de sommes colossales : en 2014, il a dépensé 10 millions d'euros en lobbying auprès de l'UE ![28]

**TTIP** Le CEFIC est devenu un des lobbies les plus importants pour le TTIP (12 réunions avec la DG du commerce entre janvier 2012 et février 2014).[29] Son directeur, Monsieur Hubert Mandery s'enorgueillit du fait que les propositions du CEFIC sur le TTIP *« ont largement été reprises par la Commission européenne »*. Voilà qui prouve clairement à quel point les entreprises polluantes peuvent influencer le déroulement des négociations commerciales.[30] Le CEFIC veut imposer dans le TTIP un chapitre sur l'énergie qui *« permettrait un accès au gaz de schiste états-unien »*[31] (cf. Encadré 1). Lors d'un événement sur le TTIP organisé par le CEFIC, Monsieur Mandery a ajouté que les prix de l'énergie de l'UE étaient trop élevés à cause *« d'une surcharge financière imposée par les politiques climatiques et environnementales »*, un problème auquel *« les responsables politiques devaient trouver une solution rapide »*[32], solution qui du point de vue des pollueurs pourrait passer par des importations de gaz de schiste états-unien, par un affaiblissement des politiques climatiques ou par des compensations financières pour rendre les industries européennes « compétitives ».

**COP21** Selon le CEFIC, *« l'accord conclu à Paris dans le cadre de la COP21 doit coopérer avec le secteur privé et œuvrer pour celui-ci »*, à savoir qu'il appelle de ses vœux un accord façonné par et pour l'industrie chimique à forte intensité énergétique. Il organisera des événements autour de la COP21 afin d'imposer ses objectifs, matraquant qu'un accord sur le climat doit éviter de *« fausser la concurrence sur les marchés mondiaux et/ou (de) se servir d'entraves au commerce »*[33]. Cependant, ce que ces grandes entreprises entendent par « fausser la concurrence » sont des obligations de réduction d'émissions plus rapides et plus importantes pour les riches pays industrialisés, obligations essentielles si l'on veut tenir compte des différences de responsabilité en matière de changement climatique et de capacités à le contrer.

Il plaide en faveur d'un marché de carbone mondial *« afin de pouvoir réduire les émissions au coût le plus bas pour l'industrie »* quel que soit le pays où elles sont produites ou quel qu'en soit le coût social et environnemental (cf. Encadré 2). Cependant, si la COP21 ne débouche pas sur des conclusions satisfaisantes de ce point de vue, le CEFIC veut que l'UE révise son système communautaire d'échange de quotas d'émission (SCEQE) afin de ne pas ébranler sa compétitivité, plus clairement, qu'il ne fasse pas preuve de trop d'ambition.[34] Cela fait suite à des années de lobbying de la part du CEFIC visant à affaiblir le SCEQE et à s'assurer qu'il favorise les entreprises polluantes plutôt qu'il ne contribue à réduire les émissions.[35]

| Membre de BusinessEurope | Budget lobbying pour 2014 | Bilan en matière de commerce / TTIP ? | Bilan en matière de climat/ COP21 ? |
|---|---|---|---|
| **Honeywell** | UE : jusqu'à 0,6 million d'Euros<br>ÉU : 5,1 millions d'Euros[36] | Honeywell se fixe notamment pour priorité de faire du lobbying pour conclure des accords commerciaux « favorables », dont le TTIP. À ce sujet, une rencontre a été organisée avec le cabinet de la commissaire européenne Madame Malmström.<br>Impliqué dans le lancement du rapport états-unien sur le TTIP « AmChams in Europe », dans lequel il est dit que le TTIP allégera les démarches administratives et que les lois sur l'environnement et sur la santé au travail sont des barrières réglementaires qui font *« peser des coûts supplémentaires ou des restrictions sur les exportateurs »*.[37] | Parmi ses priorités se trouve le lobbying visant à obtenir des *« négociations pour un traité international sur le climat et des accords bilatéraux »* « favorables » et une garantie de contrats gouvernementaux pour le pétrole et le gaz.<br>Honeywell a des intérêts commerciaux dans la pétrochimie, le pétrole, le gaz et les biocarburants. Il produit également des HFCs, un gaz à effet de serre hautement nocif.<br>Mauvais bilan sur les sites de stockage de déchets toxiques, la pollution de l'air et le suivi des émissions aux ÉU.[38] |

## FoodDrinkEurope

FoodDrinkEurope est un des plus grands lobbies bruxellois défendant les intérêts des principales multinationales du secteur agroalimentaire, telles que Nestlé, Unilever et Coca-Cola. Il vise des matières premières à bas prix et peu de lois protégeant l'environnement et la santé publique. Il ne déclare que des dépenses de l'ordre de seulement deux à trois cent mille euros en lobbying auprès des institutions européennes en 2014,[39] mais il est possible de mesurer son niveau d'influence en constatant que deux commissaires européens ont assisté à son congrès annuel en 2015.[40]

**TTIP** FoodDrinkEurope fait partie des plus importants lobbies pro- TTIP (au moins 8 réunions sur le TTIP avec la DG du commerce entre janvier 2012 et février 2014).[41] Sa responsable, Madame Mella Frewen (anciennement responsable des campagnes de lobbying de Monsanto) siège au groupe consultatif sur le TTIP de la Commission européenne.[42] Ce lobby veut que le TTIP favorise *« une faible présence de cultures génétiquement modifiées n'ayant pas fait l'objet d'une autorisation »*[43], comprenez une porte d'entrée dérobée pour les OGMs en Europe. Il applique la rhétorique de la « coopération réglementaire » (cf. Encadré 1) pour s'attaquer à des normes importantes qui selon lui faussent les règles du commerce (des normes qui pourraient comprendre la réglementation en faveur de la sécurité alimentaire et de l'étiquetage des OGMs). Il pèse également de tout son poids pour que de nouvelles « limitations réglementaires » ne voient pas le jour.[44]

**COP21** FoodDrinkEurope soutient une agriculture « favorable au climat » contrôllée par l'industrie agroalimentaire, s'appuyant sur un éco blanchiment intense afin de faire oublier les conséquences graves au niveau social, environnemental et climatique des activités de l'agrobusiness (par exemple la dégradation des sols, la perte de biodiversité, la pollution chimique des sources d'eau, l'accaparement des terres et la déforestation, etc.). Pourtant, FoodDrinkEurope tente de détourner l'attention portée à ces problèmes en mettant en avant des règles d'étiquetage inefficaces et trompeuses comme le projet « Round Table on Responsible Soy »[45], légitimant ainsi l'extension de cultures de soja génétiquement modifié, un des moteurs croissants de la déforestation en Amérique latine.

FoodDrinkEurope fait pression pour les marchés de carbone, menant des actions de lobbying pour un SCEQE *« performant »* afin de stimuler des réductions d'émissions *« rentables »*. Il souhaite aussi que les financements climatiques internationaux aillent aux entreprises afin de soutenir *« les investissements et l'innovation »*[46], autrement dit, il veut profiter des deniers publics mis de côté pour le climat.

| Membre de BusinessEurope | Budget lobbying pour 2014 | Bilan en matière de commerce / TTIP ? | Bilan en matière de climat/ COP21 ? |
|---|---|---|---|
| **Cargill** | UE : jusqu'à to 0,1 million d'euros<br>ÉU : 1,3 million d'euros[47] | Cargill a des intérêts commerciaux dans les OGMs et considère le TTIP comme une porte d'entrée dérobée pour les aliments et les semences génétiquement modifiés sur le marché de l'UE.<br>C argill s'oppose à l'étiquetage obligatoire des produits alimentaires génétiquement modifiés, cherchant à rassurer les acteurs du TTIP sur cette question.<br>Cargill a eu recours à l'ISDS pour poursuivre en justice le Mexique. Il a eu gain de cause et a obtenu 77 millions de dollars de la part du contribuable mexicain, prouvant ainsi qu'il privilégiait la protection de ces profits au dépends de la démocratie.[48] | Cargill, un important lobby dans le domaine de la biotechnologie des cultures, affirme que « les aliments génétiquement modifiés peuvent nous aider à préserver les ressources actuelles en eau et du sol ».<br>En réalité, les semences qui sont génétiquement modifiées par des procédés coûteux vont de paire avec une agriculture plus gourmande en énergie et en substances chimiques, une perte de la biodiversité et une dégradation des sols. L'humanité et la planète s'en sortiraient mieux en protégeant la biodiversité, la production locale et la souveraineté alimentaire.<br>Le PDG de Cargill a fait pression sur le président des États-Unis, Monsieur Obama, afin qu'il donne son feu vert au projet d'oléoduc Keystone XL dont l'impact sur l'environnement est catastrophique.[49] |

## Encadré 3 : Protection des DPI au programme des entreprises pour le TTIP & la COP21

Les droits de propriété intellectuelle (DPI) sont des monopoles temporaires garantis aux détenteurs d'un brevet en échange de la publication d'une invention. Cependant, dans la pratique, ils peuvent se convertir en privilèges monopolistiques pour des puissantes entreprises, leur donnant ainsi les moyens de contrôler la production et les profits, quel que soit le coût environnemental ou les conséquences en matière de droits humains. A titre d'exemple, elles peuvent réduire l'accès aux médicaments vitaux dont ils détiennent les brevets ou encore aux technologies produisant peu de carbone dont nous avons urgemment besoin.

**BusinessEurope** veut que le TTIP rende possible une protection plus stricte des DPI contre les pays-tiers (hormis les membres de l'UE et les ÉU), proclamant sans vergogne que les DPI induisent un transfert de technologie transfrontière.[50] Des monopoles prolongés dans le temps par le biais du renforcement des règles relatives à la propriété intellectuelle et des limites imposées aux politiques de contrôle des prix présentes dans le TTIP pourraient provoquer une flambée des prix des médicaments et des surcoûts pour les caisses nationales de sécurité sociale, de bien mauvaises nouvelles dans un contexte où la santé publique fait l'objet de pressions relatives au changement climatique.[51]

Le lobby de l'industrie chimique européenne, le **CEFIC** insiste sur le fait que *« les négociations de l'UNFCCC ne devraient pas porter sur des recommandations qui affaibliraient ou remettraient en question les systèmes PI actuellement en vigueur ».*[52] Selon lui, les pays qui appliquent la licence obligatoire (à savoir ceux qui ignorent les DPI) feraient fuir les investissements. Néanmoins, la licence obligatoire offre l'avantage d'empêcher le transfert de technologies propres dont on a besoin pour aider l'hémisphère sud à ne pas faire les mêmes erreurs en matière de développement que le Nord en son temps. Bien au contraire, le CEFIC veut que les avantages et les incitations fiscales « facilitent » les flux technologiques, en d'autres termes, plus d'argent publique à destination des entreprises pour qu'elles mettent à disposition leurs technologies.

## Conclusion

Les lobbies les plus importants impliqués dans le TTIP veillent à ce que le pouvoir politique des grandes entreprises soit renforcé dans les négociations de la COP21. Plutôt que de s'occuper des peuples et de la planète, leur attachement à développer des modèles économiques polluants se traduit par la mise en avant forcenée, dans le cadre de l'UNFCCC, des dogmes du libre échange, pourtant néfastes pour le climat (marchés mondiaux, droits de la propriété intellectuelle, attaques sur les réglementations). Il est regrettable que cette tentative de coup d'État des entreprises ne suscite pas plus de réaction critique de la part de nos gouvernements. Les enjeux sont trop importants pour détourner le regard. Il sera possible d'en finir avec tout cela quand les populations feront valoir leur droit à la démocratie – dans le TTIP et à la COP21. Les lois doivent être faites dans l'intérêt du public et non dans celui des industries polluantes.

CEO

Corporate Europe Observatory
*http://corporateeurope.org*

Corporate Europe Observatory (CEO) s'oppose à l'influence des grandes entreprises et de leurs groupes de pression sur les politiques de l'Union Européenne.

Novembre 2015

Rédigé par Rachel Tansey,
avec la participation de Lora Verheecke,
Pascoe Sabido, Pia Eberhardt et Nina Holland.

Graphisme : Ana Luísa Lages

Références et notes : corporateeurope.org/cop21

capturing COP21
corporate influence & the UN climate summit in Paris
cop21.corporateeurope.org